

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS LAGARDE & LARONZE

CHARPENET

24120 Terrasson-Lavilledieu

Références : DiPa/UbD24-47/031/2026
Code AIOT : 0100306985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement SAS LAGARDE & LARONZE implanté Route des Brandeaux 24430 Coursac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plainte UNICEM en date du 19/09/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LAGARDE & LARONZE
- Route des Brandeaux 24430 Coursac
- Code AIOT : 0100306985
- Régime : Néant

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par courriel, en date du 19/09/2025, la fédération *Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux* (UNICEM) sollicite les services ICPE de la Dreal sur un dossier d'extraction illicite de matériaux illégaux.

La fédération a été informée des opérations réalisées par la société Lagarde et Laronze :

Lieu d'extraction :

- Commune de COURSAC
- Parcelles N° AE 235, 278, 279, 282, 283
- Lieudit ZA les Brandeaux

Lieu d'utilisation des matériaux :

- Commune de COULOUNIEIX-CHAMIERES
- Parcelle N° AW 895
- Zone de CREA-VALLEE Nord

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Après la visite sur le terrain, l'inspection a interrogé la mairie de Coursac sur la nature des travaux exécutés sur les terrains sise ZAC "Les Brandeaux", 24430 Coursac.

La société SAS AQUITAINE IMMO a reçu le 24/09/2025 un permis d'aménager n° PA 024 139 25 00003 pour la réalisation d'un lotissement d'activités économiques.

La société LAGARDE ET LARONZE est chargée de réaliser le terrassement de la future plateforme de la ZAC 'Les Brandeaux' par le biais d'une convention de collaboration. Il est spécifié que la société LAGARDE ET LARONZE va évacuer les matériaux existants pour ses divers chantiers.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L512-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a subi d'importants travaux de terrassement.

Aucune activité de travaux n'a eu lieu le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L512-1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.

Constats :

Il n'y avait aucune activité le jour de la visite.

La construction d'une plateforme d'environ 6 000 m² a été réalisée par un terrassement. La hauteur de l'excavation dépasse les 2 mètres. Près de l'entrée du site, on peut trouver un tas de broyage de végétaux et un tas de terre végétale provenant du décapage de la plateforme.

Le site ne constitue aucun danger grave ou inconvénient pour l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite